BASE

Une pièce en *plus*. Pour réactiver l'utopie sociale

P22 | QUARTIERS DE DEMAIN

Perspective 22

BASE

Une pièce en *plus*.
Pour réactiver l'utopie sociale

Équipe

BASE
+ Atelier NA
+ Bfluid - Sónia Lavadinho
+ Artelia
+ EODD
+ Cronos City Lab

Contact

method@baseland.fr

Site

Colmar, quartier Europe-Schweitzer

Projet

Aménagement de la Plaine Pasteur, vaste espace public de 5,5 hectares, en un lieu de rencontre et de nature, doté d'une identité forte et accessible à tous

Lancée à l'initiative du Président de la République, la consultation internationale Quartiers de demain a mobilisé tout au long de l'année 2025 trente équipes pluridisciplinaires – architectes, urbanistes, paysagistes – dans dix quartiers prioritaires de la politique de la ville. L'objectif : faire de l'aménagement et de l'architecture des leviers d'accélération des transitions socio-écologiques, revaloriser l'héritage bâti des quartiers prioritaires et engager de nouvelles méthodes de co-construction des projets avec les habitants.

Les Perspectives Quartiers de demain sont le fruit de cette immersion inédite. Réflexions situées, mises en perspectives et propositions concrètes – écrites par les concepteurs eux-mêmes – elles abordent les grands enjeux rencontrés au cours de la consultation : la réhabilitation des grands ensembles du XXe siècle, l'aménagement par le paysage, le plaisir d'habiter son logement et son quartier, l'adaptation face au changement climatique, l'inclusion et la participation citoyenne, etc.

Les Perspectives Quartiers de demain constituent une mémoire vivante de la consultation internationale, fruit d'une année de mobilisation autour des quartiers prioritaires des politiques de la ville.

Il est temps de *remettre une pièce dans la machine.*

Non pas pour reproduire à l'identique les logiques de rénovation qui, depuis vingt ans, peinent à transformer les quartiers prioritaires autrement qu'en surface, mais pour *changer de jeu, changer de cap.*

Remettre une pièce, ici, c'est aussi *ajouter une pièce en plus :* un espace supplémentaire, une respiration collective, une ouverture dans le tissu urbain pour permettre à d'autres manières de vivre d'émerger.

Cette pièce en plus, peut être pensée comme *un levier expérimental*, un lieu de communs, un outil de transformation sociale par l'usage. Elle n'est ni purement architecturale, ni purement symbolique : elle est à inventer. Elle pourrait être un atelier expérimental partagé, une cuisine collective hybride, une scène culturelle ouverte, une agora réversible, *un espace disponible pour l'imprévu, pour l'initiative, pour la rencontre, pour l'expression des cultures urbaines locales.*

Dans les QPV, où les politiques publiques ont souvent alterné entre résorption, contrôle et embellissement, il faut proposer de *régénérer une forme d'utopie sociale* : non pas rêver une ville idéale, mais *imaginer des usages libérateurs*, qui reconnectent les habitant·es à leur quartier, entre eux, et à la ville dans son ensemble. C'est par l'activation de ces *espaces publics communs*, porteurs de liens, de récits, d'émancipation, que nous croyons possible une ville plus juste, plus hospitalière, plus vivante.

Remettre une pièce, donc. Non pour faire tourner encore la même musique, mais pour tenter *un nouveau morceau*, plus collectif, plus audacieux, plus humain.

Remettre l'idée des utopies sociales au cœur de l'aménagement des espaces publics dans les quartiers prioritaires (QPV) n'est ni une nostalgie naïve, ni un exercice d'urbanisme idéaliste. C'est une nécessité politique et sociale. Les QPV portent en eux une mémoire urbaine, celle d'un projet collectif ambitieux, aujourd'hui inabouti, qui visait à faire de l'espace une réponse aux inégalités. Ce projet a échoué non parce que l'utopie était vaine, mais parce qu'elle était incomplète : pensée d'en haut, dessinée sans ceux qui allaient y vivre, déconnectée des cultures locales, des usages réels, des désirs quotidiens.

Les vastes espaces extérieurs, ces « pièces en plus » que les urbanistes des Trente Glorieuses avaient imaginées comme des respirations au milieu du béton, sont devenus des interstices flous. Des lieux que personne ne s'approprie vraiment, parce que personne ne les a pensés comme des espaces habités. Le paradoxe est là : une abondance d'espaces verts, mais peu d'espaces vivants. Ce n'est pas le végétal qui manque, c'est la vie. Et cette vie ne revient pas par simple ajout d'équipements ou de mobilier urbain ; elle revient quand les espaces sont pensés comme des prolongements du chez-soi, comme des lieux d'attache et de rencontre, de pratiques et de liens.

Remettre l'utopie sociale au centre, c'est donc réhabiliter l'idée que l'espace public peut être un levier de justice sociale. C'est cesser de le considérer comme un décor ou un vide à combler, pour le traiter comme un espace commun à co-construire. Dans les QPV, cela suppose de regarder autrement ces marges paysagères que l'on considère trop souvent comme perdues : ce sont des ressources disponibles, mais sous-exploitées, faute de projet partagé. La proximité du vert ne suffit pas si elle ne donne lieu ni à des usages concrets, ni à des expériences sensibles. L'espace ne devient un bien commun que lorsqu'il est pris dans des dynamiques de soin, de responsabilité partagée, de narration collective.

Ce que les QPV révèlent, en creux, c'est l'urgente nécessité de retrouver une ambition sociale pour l'espace public. Une ambition modeste dans ses formes, mais grande dans ses effets : créer des lieux d'adhésion, de visibilité mutuelle, de réciprocité. Cela passe par des processus ouverts, où les habitants ne sont pas seulement consultés mais acteurs des transformations. Cela suppose d'accepter que l'utopie ne soit plus une forme figée, venue d'un bureau d'étude, mais une construction vivante, évolutive, située. C'est là que peut se rejouer l'idée même de la ville comme projet commun.

Revenir aux utopies ne veut pas dire reproduire les erreurs du passé. Cela veut dire redonner à l'espace une capacité à faire société, non pas malgré sa complexité, mais grâce à elle. Dans les QPV, cela passe par des micro-transformations patientes : ouvrir un jardin partagé, réactiver une placette oubliée, redonner un usage à une friche. Ces gestes discrets, s'ils sont portés collectivement, peuvent faire des espaces publics les lieux d'un récit nouveau – celui d'un quartier qui, enfin, s'écrit avec ses habitants.

La pandémie a fait effraction dans nos routines urbaines avec la brutalité d'un miroir : ce qui était toléré, supporté, contourné dans le quotidien des quartiers prioritaires est soudain devenu insupportable. L'absence d'un accès direct à l'extérieur – à un banc, à un arbre, à une lumière libre – s'est transformée en privation fondamentale. Là où d'autres disposaient de jardins, de balcons, ou même simplement d'un horizon visible, les habitants des QPV ont été contraints à l'enfermement dans des logements souvent exigus, parfois insalubres, et rarement conçus pour être habités en continu.

Cette épreuve collective n'a pas seulement mis en lumière une inégalité matérielle. Elle a mis à nu un défaut de conception bien plus profond : notre rapport déséquilibré à l'espace, notre manière de compartimenter le dedans et le dehors, d'opposer le privé au public, d'assigner à l'espace collectif un rôle secondaire, presque optionnel. Or, si la pandémie a montré quelque chose avec évidence, c'est que le dehors n'est pas un luxe : c'est un besoin vital, un droit urbain.

La plaine Pasteur : Nouvelle Pièce de vie. Collage réalisé par Base.

Dans ce contexte, les projets de rénovation urbaine ne peuvent plus se contenter d'un verdissement symbolique ou d'une amélioration cosmétique des abords. Il faut une réinitialisation complète de notre manière de concevoir les paysages communs. Il ne s'agit plus seulement de rendre les espaces publics « agréables » ou « attractifs », mais de les rendre habitables au sens fort : capables d'accueillir, de soutenir, d'émanciper. Il faut penser ces espaces comme des milieux de vie à part entière, capables de relier le quotidien à une expérience sensible, respirable, ancrée dans le vivant.

Cela impose un changement d'échelle et de regard. Ce que l'on appelait autrefois « les vides » – friches, recoins délaissés, interstices entre les immeubles – doivent être reconsidérés comme des ressources de transformation en tant qu'unités relationnelles potentielles. Non plus comme des absences à combler, mais comme des potentiels à activer. C'est là que peuvent émerger les nouvelles formes d'appropriation collective : des potagers urbains, des aires de jeux réinventées, des lieux de repos ou de rencontre informels. Des espaces souples, accessibles, ouverts aux usages non programmés, aux pratiques ordinaires, à la convivialité spontanée réactivant des nouveaux rapports de voisinages.

Dans cette optique, la nature extérieure n'est plus un ornement, mais un support de vie. Un sol fertile pour les relations humaines, la santé mentale, le sentiment d'appartenance. Il ne suffit plus de planter des arbres pour cocher la case écologique, il faut construire des situations de cohabitation active avec le dehors. Repenser la place du vivant dans les QPV, c'est reconnaître que l'environnement n'est pas périphérique, mais constitutif de la dignité urbaine.

Ainsi, la rénovation des QPV doit s'ouvrir à une nouvelle exigence : faire de chaque espace partagé un espace vécu. Cela suppose de faire confiance aux habitants, de leur confier non seulement la parole, mais les moyens d'agir, d'expérimenter, de transformer leur cadre de vie. Les aménagements extérieurs ne doivent plus être relégués au rang de décors abstraits, mais devenir des extensions légitimes de l'habitat, intégrées dès la conception comme des éléments essentiels du confort et de la qualité de vie.

Ce que la pandémie nous a enseigné ne doit pas être oublié : l'espace public n'est pas un supplément d'âme, c'est un pilier. C'est la force d'ancrage qui nous situe dans l'espace, et dont dépend la qualité d'adressage qui détermine ou non un sentiment commun d'appartenance. Le véritable bien commun qui, s'il est ignoré, creuse les écarts ; mais s'il est investi, peut devenir un moteur d'égalité, de soin collectif palliatif et de réconciliation urbaine.

Dans sa programmation, l'intégration de « pièces en plus » permet alors de redonner à l'espace public sa fonction essentielle : celle de compléter l'habitat, non seulement en surface, mais en usage, en confort, en relations. Dans les quartiers où les logements sont petits, où plusieurs générations cohabitent, où l'intimité manque, une telle extension devient plus qu'un agrément : c'est une nécessité. Il s'agit d'ouvrir dehors ce qui manque dedans – un coin pour respirer, discuter, travailler, cuisiner ou simplement être là. C'est une réponse pragmatique à la contrainte spatiale, mais aussi une invitation à sortir du huis clos social que la promiscuité peut provoquer.

Dans ce sens, la « pièce en plus » désigne un espace qui n'est pas seulement accessible, mais habitable : pas une zone de passage, mais un lieu de séjour. Cela suppose une attention particulière portée aux formes d'ameublement public, pensé non comme standard ou décoratif, mais comme support d'usages réels. Ces mobiliers ne sont pas neutres : ils donnent des signes d'hospitalité, de générosité, et d'ouverture. Ils doivent être robustes mais accueillants, adaptables, facilement réparables. L'objectif n'est pas d'installer du mobilier classique, mais de construire des mobi-lieux sur mesure – des pièces de ville, à vivre, à partager, à prolonger.

Mais cette pièce en plus n'est pas qu'un espace que l'on reçoit : c'est aussi un espace que l'on construit. La seconde dimension de cette notion est alors celle de l'implication active. La « pièce » que chacun peut apporter, ce n'est pas seulement un meuble ou un aménagement : c'est un geste, un savoir-faire, une présence. Jardiner, réparer, construire une table commune ou une bibliothèque de rue, c'est déjà participer à une forme d'urbanisme par les usages. Cette implication donne à l'espace sa consistance sociale. Elle transforme un lieu neutre en lieu approprié, porteur d'un récit collectif.

Cette dynamique permet aussi d'inverser le regard sur la valeur des quartiers. Trop souvent pensés depuis leurs déficits – en équipements, en image, en attractivité –, les QPV peuvent être réinvestis à partir de leurs ressources : les savoirs d'usage, la solidarité informelle, les liens intergénérationnels, les pratiques d'entraide. Ce sont ces ressources qui nourrissent les communs, et que la « pièce en plus » peut faire apparaître, soutenir, amplifier.

Les expériences menées ailleurs le montrent. À Berlin, à Bologne, dans de nombreuses villes où l'espace public a été confié à l'initiative habitante, les résultats ne sont pas spectaculaires mais durables. Un petit jardin partagé, une cuisine en plein air, un coin lecture improvisé peuvent suffire à déclencher des formes de réciprocité, de vigilance partagée, de responsabilité mutuelle. Ce sont des lieux simples, mais porteurs d'une ambition claire : reconstruire la ville sur la base de ce qui relie.

La force de ces démarches tient à leur simplicité : il ne s'agit pas de tout repenser, mais d'ajouter, pièce par pièce, élément par élément, un usage, une fonction, une forme de présence. Ces ajouts sont modestes, mais déterminants. Ils fabriquent de la continuité là où il y avait de la discontinuité ; de la relation là où il y avait de l'évitement.

a. Jardins partagés associatif - Parc des Dock de Saint Ouen, Agence TER ©Photo: Explore Paris. https://exploreparis.com/fr/614-le-quartier-des-dock-de-saint-ouen-portes-ouvertes-de-la-fabrique-du-metro.html

b. Aire de jeux inclusive Place du Vaclav Havel, Lyon, Agence BASE. ©Photo: BASE. https://www.baseland.fr/projets/lyon-place-vaclav-havel

c. Le kiosque - Prairie Saint Martin, Rennes, Agence BASE. ©Photo: BASE. https://www.baseland.fr/projets/rennes-prairies-st-martin/

d. Banquet partagé - La Mêlée, Bruit du Frigo, Bordeaux. ©Photo: Anne Cécile Paredes. https://bruitdufrigo.com/projets/fiche/la-melee-2022/.

e. Espaces sportifs informels - Parc Ravizza, Milan. ©Photo: Giorgio Martin Miccoli. https://zero.eu/en/news/lombroso-ritrovo-di-milano%E2%80%A8/

f. Espaces ludiques informels -North Harbour - From industry to sustainable, Copenhagen, Agence SLETH. © Photo: Strate of Green. https://stateofgreen.com/en/solutions/north-harbour-in-copenhagen-from-industry-to-sustainable-district/

g. Cuisine extérieure partagée - Prairies Saint Martin, Rennes, Agence BASE. ©Photo: Le Télégramme/ Claire Staes. https://www.letelegramme.fr/ille-et-vilaine/rennes-35000/span-classamorcerennes-spanles-meilleurs-spots-pour-faire-un-barbecue-3500430.php

Chaque banc fabriqué collectivement, chaque espace co-géré, devient un petit pacte urbain. Non pas figé dans des règlements, mais vivant, négocié, adaptable.

C'est dans cette logique que les projets de rénovation urbaine doivent évoluer : moins comme des opérations descendantes de transformation massive que comme des processus ouverts d'incrémentation collective. L'espace public devient alors un chantier permanent, non pas au sens d'un inachèvement, mais au sens d'une ville en mouvement, faite d'ajouts progressifs, de réparations visibles, de constructions partagées.

Les « pièces en plus » dans les quartiers prioritaires (QPV) peuvent prendre des formes multiples, adaptées aux réalités du terrain, aux envies des habitants et aux usages encore en attente de lieux pour s'exprimer. Elles ne relèvent pas d'un modèle unique ou d'un catalogue figé, mais d'une attention portée aux besoins non satisfaits du quotidien, à ce qui manque ou ce qui pourrait exister si un espace, un appui ou un accord collectif venait l'autoriser. Ces pièces en plus ne sont pas nécessairement des infrastructures lourdes ni des projets complexes à mettre en œuvre : elles peuvent être légères, évolutives, réversibles. Leur valeur vient de leur capacité à créer des opportunités d'usage, de rencontre, d'émancipation et de libre appropriation.

On peut imaginer une *pièce en plus pour cuisiner dehors*, sous une pergola équipée de quelques plans de travail, d'un point d'eau, d'un four à bois ou d'un barbecue collectif. Un espace simple mais précieux, où l'on pourrait cuisiner en famille l'été, organiser des repas de quartier, ou transmettre des recettes entre générations. Ce lieu permettrait d'ouvrir l'alimentation sur l'espace public, de faire exister les cuisines du monde présentes dans les QPV, de croiser les cultures autour de gestes partagés.

Une autre pièce en plus pourrait être un atelier en plein air, à la croisée de la recyclerie et du chantier participatif. Un abri semi-ouvert, avec des outils mutualisés, pour réparer un vélo, fabriquer une étagère, construire une cabane pour les enfants ou du mobilier pour une placette. Un lieu où l'on apprend en faisant, où les savoir-faire circulent, où l'on se retrouve dans l'action plutôt que dans la parole. Ce type d'espace ouvre la possibilité d'un urbanisme de proximité, lent, interactif, nourri de micro-transitions visibles.

Dans une cour, un jardin ou un recoin souvent vide, on pourrait installer une pièce en plus pour lire et se poser : quelques assises confortables, des coussins à sortir les beaux jours, une boîte à livres, un coin tranquille pour les enfants, des jeux de société mis à disposition. Un espace de calme, sans bruit ni circulation, ouvert à tous. Il ne s'agit pas de faire bibliothèque ou école, mais d'offrir un tiers-lieu de respiration, une présence douce dans le tissu urbain.

On peut aussi imaginer une pièce en plus pour jouer autrement, au-delà des aires de jeux standardisées. Des structures évolutives, ouvertes aux détournements, aux usages mixtes, bricolées parfois, toujours réappropriables. Des jeux d'eau temporaires l'été, des jeux d'adresse pour adolescents, des espaces ouverts à l'invention et au mouvement. Ces lieux ne seraient pas seulement destinés aux enfants : ils seraient conçus pour accueillir plusieurs âges, et permettre à chacun de trouver sa place dans le quartier.

Dans une placette trop souvent vide, une pièce en plus pour discuter pourrait trouver sa place. Quelques bancs bien orientés, des tables fixes ou mobiles, de l'ombre en été, une signalétique simple pour dire : « ici on peut s'arrêter ». Un espace de parole non institutionnel, non cadré, mais reconnu. Un lieu pour prendre des nouvelles, pour tenir une réunion informelle d'association, pour voir du monde sans avoir besoin d'un motif précis.

On peut aussi proposer *une pièce en plus pour les jeunes*, qui ne soit ni une salle fermée ni un simple terrain de sport. Un espace hybride où l'on puisse se retrouver, créer, bricoler, s'exprimer, sans surveillance excessive ni stigmatisation. Cela peut être un coin pour la musique, une scène libre, un mur pour peindre, un terrain pour inventer de nouveaux sports ou simplement « traîner » sans être perçu comme une nuisance. Ces lieux manquent cruellement, et leur absence génère des tensions plus larges.

Autre possibilité : *une pièce en plus pour jardiner sans clôture*. Un jardin ouvert, collectif, non réservé, où chacun peut planter, arroser, cueillir, même ponctuellement. Pas besoin d'être adhérent à une association ni expert en permaculture. L'enjeu n'est pas la performance agricole, mais l'attachement au sol, à la saison, au vivant. Ces lieux peuvent être pensés comme des fabriques d'attention, des lieux d'apprentissage doux, de discussions informelles, de techniques partagées.

Dans certains contextes, *une pièce en plus pour se réunir culturellement* peut aussi jouer un rôle clé. Il peut s'agir d'un espace à activer ponctuellement pour des assemblées de quartier, des spectacles artistiques, des projections en plein air, des ateliers d'écriture ou de danse, des rencontres entre habitants et institutions. Un lieu mobile dans ses usages, mais stable dans sa présence : un espace identifié, reconnu, qui donne de la consistance au collectif et dont l'activation peut faire évènement.

Enfin, il ne faut pas oublier les *pièces en plus invisibles*, celles que l'on ne voit pas mais que l'on ressent : un éclairage mieux pensé pour rassurer le soir ; un passage piéton prolongé pour sécuriser un trajet d'écoliers ; un arbre planté au bon endroit pour faire de l'ombre en été ; un banc tourné vers la rue pour regarder passer les gens ; une terrasse pour étendre un commerce de rez-de-chaussée. Ces micro-interventions peuvent être pensées avec les habitants, à partir d'un usage, d'un inconfort, d'un besoin très local. Elles fabriquent une forme « d'urbanisme de la présence », basé sur la précision et l'écoute.

Table de ping-pong sur mesure - Quai de l'île de Nantes, Agence BASE. ©Photo : BASE. https://www.baseland.fr/projets/nantes-quais-ile-de-nantes/

Toutes ces pièces en plus n'ont de sens que si elles sont vécues, appropriées, habitées. Elles ne se décrètent pas depuis une maquette ou un appel à projet. Elles émergent dans le dialogue, dans l'expérimentation, dans le temps long. Il faut parfois échouer une première fois, ajuster, recommencer. Mais ce qui se joue à travers elles dépasse la simple amélioration du cadre de vie : c'est une manière de redonner prise, de redonner sens à l'habiter.

Dans les QPV, ces gestes ont une portée particulière. Ils rétablissent une forme de dignité urbaine. Ils montrent que le quartier n'est pas un lieu de gestion de problèmes, mais un lieu de ressources, d'initiatives, d'inventions. Et que chacun peut, à sa manière, y ajouter sa pièce.

L'hybridation active entre espaces publics et communs transforme la nature même de la ville. Elle ne fait pas qu'ajouter de nouvelles fonctions à des lieux existants : elle reconfigure les usages, les rôles, les manières d'habiter. Dans cette logique, l'espace public devient une interface entre des besoins quotidiens et des formes collectives d'organisation. Il ne s'agit plus de séparer les domaines – le logement d'un côté, les loisirs de l'autre, les services ailleurs – mais de les articuler, de les rendre perméables, ajustables, réactifs. Ce n'est pas un zonage que l'on cherche, mais une capacité d'adaptation permanente, nourrie par les habitants eux-mêmes.

Ce modèle impose une lecture plus fine des contextes : il ne suffit pas d'installer des équipements polyvalents ou de proposer des programmes d'animation. Ce qui est en jeu, c'est la constitution d'un écosystème urbain de proximité, où les ressources matérielles (mobilier, structures, lieux) soutiennent des pratiques sociales ouvertes, évolutives, enracinées. La réussite d'un espace public ne se mesure pas à son esthétique ou à sa fréquentation ponctuelle, mais à sa capacité à devenir une infrastructure sociale : un support de liens, de projets, de partages.

Dans ce cadre, la notion de commun devient opératoire non comme idéal abstrait, mais comme cadre concret d'expérimentation. Les espaces publics hybrides n'ont pas vocation à devenir des zones neutres et lisses : ils sont appelés à être poreux, parfois désordonnés, vivants. Loin des logiques de contrôle et de standardisation, ces lieux doivent pouvoir accueillir l'imprévu, l'appropriation informelle, la pluralité des usages. Leur efficacité repose sur leur capacité à être ouverts à la participation, mais aussi à la transformation continue, à la réparation partagée, à l'invention collective.

Cela suppose une transformation profonde de la gouvernance locale. Il ne s'agit pas d'ajouter une couche participative à des projets déjà décidés, mais de redistribuer les rôles. Les habitants ne sont pas des usagers à consulter, mais des co-producteurs légitimes. Cette reconnaissance doit se traduire par des droits d'usage, des marges d'autonomie, des moyens concrets pour agir. Cela passe par des outils simples : locaux accessibles, budgets partagés, ateliers ouverts, calendriers publics d'initiatives locales. Mais surtout, cela passe par une posture : faire confiance, soutenir, mais ne pas diriger à la place.

L'accompagnement est essentiel. Les dynamiques collectives sont fragiles, elles demandent du temps, du soin, une écoute régulière. Une gouvernance habitante ne se décrète pas : elle se construit, par essais et ajustements. Elle nécessite des passeurs, des animateurs de terrain, des architectes disponibles, des institutions capables de se décentrer. Cette gouvernance n'est pas une alternative à l'action publique, elle en est un prolongement nécessaire, au service d'une intelligence collective localisée.

Réinventer l'utopie sociale aujourd'hui, c'est comprendre que les grandes visions d'ensemble doivent se traduire en petits gestes organisés. C'est accepter que la transformation de la ville passe moins par des projets monumentaux que par des formes d'urbanisme patient, attentif, libre, respectueux des rythmes de chacun. C'est reconnaître que le collectif se construit dans les détails du quotidien : un banc réparé, une table construite ensemble, un arbre planté à plusieurs.

Les QPV, longtemps enfermés dans une image de relégation, peuvent devenir les avant-postes de cette transformation. Non pas par exception, mais parce qu'ils concentrent les enjeux que la ville dans son ensemble va devoir affronter : sobriété, solidarité, adaptation. En valorisant les savoirs ordinaires, en rendant possible l'initiative locale, en multipliant les pièces en plus – à la fois comme extensions d'usages et comme apports à la ville commune – ces quartiers peuvent redevenir des terrains d'invention urbaine.

C'est à cette condition que l'espace public pourra tenir sa promesse : celle d'un commun en construction, porteur d'une ville plus juste, plus hospitalière, plus vivable. Non pas une ville rêvée, mais une ville vécue.

Mais cette *pièce en plus* ne peut advenir sans une *approche programmatique profondément repensée* des QPV. Une approche qui soit à la fois *inclusive* et *exclusive*, dans le sens le plus exigeant et le plus ambitieux de ces termes.

Inclusive, d'abord, parce qu'il est urgent de penser les usages pour *toutes et tous*. Les quartiers populaires sont jeunes, mixtes, multigénérationnels, pluriels dans leurs origines, leurs trajectoires, leurs pratiques culturelles. Trop souvent, l'aménagement des espaces publics continue de reproduire des normes implicites d'exclusion : les jeunes filles n'y trouvent pas leur place, les femmes y passent mais ne s'y posent pas, les personnes âgées s'y sentent invisibles ou en insécurité. « La pièce en plus » est aussi un appel à *reprogrammer les QPV avec et pour tous les publics, tous les âges, tous les genres*, sans distinction ni hiérarchisation.

Amphithéâtre extérieur - Campus Universitaire - Montpellier, Agence BASE. ©Photo : BASE. https://www.baseland.fr/projets/montpellier-conservatoire-a-rayonnement-regional/

Il est temps de redonner aux femmes la pleine et entière capacité d'occuper l'espace public, non pas en le sécurisant à outrance, mais en rééquilibrant les usages, en valorisant la présence féminine, en leur créant des lieux dédiés, en intégrant leur voix dès la conception. Pour que les femmes puissent réinvestir leur quartier en toute légitimité, en toute liberté, et en toute sécurité.

Mais cette approche doit être aussi *exclusive* – dans le sens d'une *exclusivité culturelle, identitaire, locale*. Car les QPV ne sont pas des quartiers génériques. Ils sont *des lieux de vie, de mémoire, de luttes, de fiertés*, des foyers de créativité urbaine, de cultures populaires, de solidarités invisibles. Il est temps de reconnaître que ces territoires portent *une culture urbaine spécifique*, vivante, souvent mal comprise ou mal traduite par l'aménagement. L'urbanisme des centres-villes ne peut pas servir de modèle unique. Il faut *affirmer une identité propre aux QPV*, une manière d'habiter qui leur soit *singulière, sur mesure, assumée comme différente*. Cela passe par des *usages exclusifs*, pensés en lien direct avec les pratiques locales : sport de rue, musiques urbaines, lieux d'entraide, marchés informels, cuisines du monde collectives, ateliers de transmission, moments de fête, de soin ou de prière. Ce sont ces pratiques-là, et non des modèles importés, qui doivent nourrir le programme urbain à venir et fabriquer des nouvelles pièces de vie…

Une *programmation urbaine hybride*, donc *inclusive dans son ouverture à toutes et tous*, et e*xclusive dans sa fidélité aux réalités du terrain*. C'est dans cette double exigence que la *pièce en plus* prendra tout son sens : un espace réellement partagé, réellement situé, où se rejoue la possibilité d'un quartier qui *s'appartient à lui-même*, et qui *fait place à chacun·e*.

Solarium - Quai de l'île de Nantes, Agence BASE. ©Photo : BASE. https://www.baseland.fr/projets/nantes-quais-ile-de-nantes/

Les Perspectives Quartiers de demain

Ylé
Ancrages locaux et pédagogie écologique

Atelier Marion Talagrand
L'approche de la micro-histoire

Obras
Bricolage et maintenance : retrouver le droit commun à la ville

Studio Gang
La Chaufferie, une infrastructure de soin

Lab705
Concertation et participation

Perrault + MBL architectes
Connecter les sols + Dédensifier de l'intérieur

La Soda + E. Bonduelle
De la machine à l'outil : pour une architecture conviviale

Devaux & Devaux
De la nécessité de l'équipement culturel dans la transformation des QPV : penser la relation dedans-dehors

Devaux & Devaux + Freaks + I. Chervet
De la réparation à l'habitabilité : méthode d'intervention sur le patrimoine bâti et paysagers des QPV

Osty et associés
De l'accompagnement des usages dans l'espace public

L'Anton & Associés
Dessiner le temps

L'Anton & Associés
Du « sauvage protégé » à la ville-écosystème programmée

Ylé
Du trottoir à la cour d'école : la ville à hauteur d'enfant

Alep paysagistes
Eau et trame bleue

l'AUC
Espaces ouverts contre espaces verts

Atelier Marion Talagrand
Les espaces publics à intensité variable

Agence Traverses + Estudi Martí Franch
L'existant – L'attendu et l'inattendu – L'imprévisible

LIN
L'exosquelette

Sara de Gouy + Vurpas
Fabriquer la ville à hauteur d'enfants

Syvil architectures
Faire coque neuve : construire pour le changement

Studio Gang
France & États-Unis : Regards croisés sur les quartiers prioritaires

Ilex
Gestion commune

Syvil architectures
Grands ensembles et programmation

Sergison Bates + Atelier Hart Berteloot
Habiter par les meubles : une lecture de l'espace domestique

Folléa-Gautier
Justice nourricière dans les quartiers populaires

51N4E
Maintenir et prendre soin

XDGA
Manifeste du vide

dadour de pous
Mettre en relation

Cathrin Trebeljahr
Ouvrir graduellement l'école sur le quartier

Ilex
Un parc pour et avec les enfants

Agence Réseau(x) + Vurpas
Le paysage contemporain : Vers un es-parc public généralisé

Cathrin Trebeljahr
Penser la cour de récré

BASE
Une pièce en plus

La Soda + E. Bonduelle
La place des enfants dans la « pensée collective » et l'espace public dans les QPV

LIN
Le podium productif

Batlle I Roig
Politique de l'eau

Batlle I Roig
Politique des nouvelles centralités

l'AUC
Pour des quartiers hospitaliers

h2o
La préfiguration

Topotek1
Principes d'intervention minimale

Perrault + MBL architectes
Programmation en vases communicants et agilité des usages

Osty et associés
Les qualités du vide

Folléa-Gautier
Refaire quartier par le vivant

Atelier du Rouget
Régénérer Lodève en ville éponge

Lab705
Rénover avec et auprès des habitants

51N4E
Renverser le regard

Topotek1
La requalification de l'espace

Paola Viganò
La révolution des structures faibles

dadour de pous + G. Redelsperger
S'acclimater

Raum404 + Estran
S'adapter

Paola Viganò
Se rematérialiser : une ville pensée par le corps

grue + XDGA
Le sol comme récit

Atelier du Rouget
La soustraction positive

Obras
Sur les synergies d'usages et la constitution de l'espace public

Estudi Martí Franch
Transformer la ville avec les brigadistes jardiniers : un projet pour les lisières naturbaines

Sergison Bates + Atelier Hart Berteloot
La transition de la polychromie

Alep paysagistes + Concepto
Vers des nuits bienveillantes pour les quartiers de demain

BASE
La ville des enfants

h2o
Vivre avec les saisons

Raum404 + Estran
Zéro déchet

Comité des partenaires du programme

- Cité de l'architecture et du patrimoine
- Banque des territoires
- Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)
- Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)
- Union sociale pour l'habitat (USH)
- Conseil national de l'ordre des architectes (CNOA)
- Fédération française du paysage (FFP)
- Association des maires de France (AMF)
- Club Ville Aménagement
- Intercommunalités de France
- Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville
- Ville & Banlieue
- France Urbaine
- Réseau national des aménageurs (RNA)
- Fédération Nationale des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (FNCAUE)
- Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU)
- Mission Interministérielle pour la Qualité des Constructions Publiques (MICQP)
- Comité d'histoire de la politique de la ville
- Institut de la concertation et de la participation citoyenne (ICPC)
- École du renouvellement urbain (ERU)
- Efficacity
- France Ville et Territoire Durable

Retrouver l'ensemble des Perspectives Quartiers de demain
sur www.quartiers-de-demain.archi.fr

Contact : quartiers-de-demain@developpement-durable.gouv.fr

978-2-488069-16-8

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

epau

Tour Séquoia
1 place Carpeaux 92055
La Défense Cedex
Tél. : +33(0)1 40 81 93 27
epau.fr
quartiers-de-demain.archi.fr

Fruit d'un dialogue interministériel, le programme Quartiers de demain est porté par le ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, le ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature, le ministère de la Culture, le ministère de la Ville et du Logement. Il est conduit par le groupement d'intérêt public l'Europe des projets architecturaux et urbains, en partenariat avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires, l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, la Cité de l'architecture et du patrimoine, la Banque des territoires et le Conseil national de l'ordre des architectes.

GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité

Partenaires

ANRU Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

anct agence nationale de la cohésion des territoires

BANQUE des TERRITOIRES

ORDRE DES ARCHITECTES

CITÉ ARCHITECTURE & PATRIMOINE